

## La pomme empoisonnée de la direction

Les nouvelles organisations du travail à 35 heures et un samedi sur 4 à la distri paraissent presque anodines pour un certain nombre de collègues. Pourtant, dans plusieurs départements, des CHSCT ont voté des expertises sur ces nouvelles organisations et ont donc obligé La Poste à rester sur les organisations à 4 jours. On aurait pu en rester là mais ces expertises ont provoqué la colère de cadres, des menaces et parfois même des expressions réclamant de travailler 5 jours (!?) au lieu de 4.

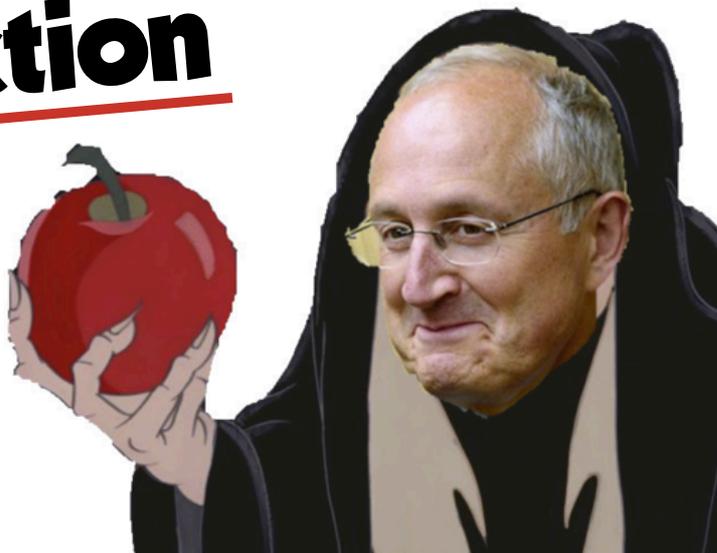
Alors que la pandémie de Covid n'est pas terminée, nos représentant·e·s sont là pour rappeler une chose essentielle : le droit du travail existe toujours. Il est ainsi possible en cas de projet important de recourir à un expert indépendant. La Poste n'aime pas que des gens extérieurs à l'entreprise mettent leur nez dans ses affaires internes, c'est pourquoi elle réagit violemment.

### Des pressions inadmissibles des directions locales

● Dans le Gard : dans plusieurs établissements, la direction demande aux agents qui reprennent le travail de signer un document dans lequel ils approuvent les organisations à 35 heures.

● Dans l'Hérault : des cadres insultent quasiment des représentants *Sud* et racontent aux postier·e·s que les CDD et intérimaires ne seront pas renouvelés si les CHSCT maintiennent leurs expertises.

● Dans les Hauts-de-Seine : la direction fait tourner un « sondage » à Rueil pour défendre le régime à 5 jours. Après une intervention syndicale, les agents comprennent que la direction raconte n'importe quoi.



● En Gironde, endroit où le syndicat *Sud* a gagné deux fois devant les tribunaux (!), la direction menace de faire travailler les factrices et facteurs sur les anciens régimes, ce qui provoque des tensions envers celles et ceux qui ont défendu l'intérêt des travailleurs en l'occurrence, les membres des CHSCT. On croit rêver ! La direction perd devant un tribunal et elle continue comme si de rien n'était, intox et menaces en plus.

Plus de 25 CHSCT ont décidé d'avoir recours à un cabinet d'expertise et c'est une très bonne nouvelle qui rend nos patrons agressifs. La boîte a peur que les futurs rapports mettent en lumière les motivations purement mercantiles de la Poste alors que l'épidémie n'est pas terminée.

### La "nouvelle organisation" a déjà des conséquences

On ne sait pas à quel moment les organisations « spéciales crise sanitaires » disparaîtront car la direction s'est bien gardée de dire à quel moment elles reviendront « à la normale » mais on peut d'ores et déjà avoir une vision des conséquences qu'elles ont ou risquent d'avoir.



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envergures 75020 Paris  
tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34  
sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## 1<sup>ères</sup> victimes : les emplois, les CDD et intérimaires

Partout en France ou presque, le nombre de CDD et d'intérimaires baisse de façon impressionnante. Des centaines, voire des milliers de postier-e-s vont se retrouver au chômage à court terme et cela n'a rien à voir avec les syndicats. C'est un choix de la direction, un choix délibéré et brutal.

Bientôt, sous couvert de baisse du courrier, les emplois permanents seront attaqués à leur tour.

## 2<sup>e</sup> effet Kiss Cool : le début de la fin pour la vente des QL

Pour le moment, pas de nouvelle de la boîte sur le thème. Et pour cause, elle ne compte pas mettre en place de vente de quartier tant que la crise sanitaire perdure. En d'autres termes, c'est un danger grave et imminent pour les ventes et à terme pour la notion de titulaire de quartier. Cela fait tellement de temps que la direction voulait des rouleurs partout qu'elle risque de ne pas rater cette occasion tombée du ciel gouvernemental.

## Un samedi sur quatre, la pomme empoisonnée

Soyons clair *Sud* revendique que tant que la crise dure, il n'y ait pas un samedi travaillé et que les postier-e-s soient préservé-e-s au maximum du virus qui guette encore. Nous sommes cependant bien conscients que le travail un samedi sur quatre, en faisant l'économie du rallongement parfois démentiel des tournées, plaît à nombre de factrices et facteurs comparé aux régimes d'avant crise. Mais voilà, nous sommes encore dans la crise et il ne faut pas l'oublier.

De plus la direction zappe le courrier le samedi et ce n'est pas anodin. C'est un axe qu'elle entend défendre pour le futur : un nombre de jours de distribution en diminution. Si elle arrive à mettre en place cette organisation de façon pérenne, cela va produire un effet dévastateur sur les emplois et le nombre de tournées.

## Vous reprendrez bien un peu de sécable ?

Super la nouvelle organisation ! Dans des centaines de bureaux c'est sécable à gogo ! C'est la crise et donc on doit nécessairement augmenter les jours de sécable, on oublie le moment où on avait défini des périodes ou un nombre de jours bien précis. Encore une fois, c'est l'emploi et les conditions de travail qui vont manger. Si ce n'est pas maintenant, c'est bientôt.

L'offensive menée par la Poste est bien générale et touche tous les établissements. L'argumentation selon laquelle le vote des expertises aggraverait les conditions de travail est de la pure propagande car nous sommes bien confrontés à une réorganisation nationale qui s'applique partout. La réalité est simple : dans sa quête de toujours plus de rentabilité La Poste ira aussi loin que le rapport de force lui permet.

## Et les salaires ? Et la prime ?

Pour nous récompenser d'avoir été « exemplaires » le PDG sait faire, il nous paye de mots. Pour l'argent, on verra plus tard ou plutôt jamais. Pourtant, au minimum, il nous faudrait la prime de 1000 euros dont a parlé le gouvernement, un des actionnaires principaux du groupe. A part les chefs d'établissement dont la prime annuelle vient de passer à 3000 euros, qui a vu le début d'un centime ? Personne et c'est scandaleux.

## Nos adversaires : la direction et le Medef

Lorsque la CGT de Renault Sandouville a fait condamner son entreprise qui ne respectait pas les règles sanitaires on a vu une partie de la presse, le gouvernement et même quelques syndicats hurler au scandale. A La Poste on a assisté à l'orchestration de la même chanson lorsque des expertises ont été votées sous prétexte que les syndicats nuiraient à l'entreprise. Ne nous laissons pas bernier par ces gens qui n'ont qu'un objectif : casser l'emploi pour faire le plus de blé possible.

★ **Embauche des précaires !**

★ **Prime de 1000 € pour toutes et tous !**

★ **Arrêt des réorganisations, 4 jours de distribution tant que le virus est là !**

